

« Charles Michel prend les gens pour des bleus ! »

► Elio Di Rupo voit un « gouvernement de la dégradation sociale », qui « se moque des gens sur les pensions ».

► « Charles Michel prend les gens pour des bleus, il ne doit pas s'étonner qu'ils voient rouge. »

► Le PTB ? « La gauche est avant tout représentée par nous, une gauche sérieuse, qui a un bilan ».

ENTRETIEN

Quasiment inaudible dans l'opposition quand les affaires déferlaient, Elio Di Rupo, président du PS, est - son expression - « dans une phase de reprise de crédibilité ». Il se positionne face à « un gouvernement de la dégradation sociale », et au sein d'une gauche « où le PS est l'original, pas la copie ». Voyons...

Les syndicats mobiliseront en mai, mais le gouvernement avance...

... Dans le brouillard. Les syndicats ont raison. De plus en plus de citoyens viennent me parler : « Il y a trois ou quatre ans, je m'en sortais jusqu'à la fin du mois, maintenant je ne m'en sors plus ».

Ce sont des pensionnés, des gens qui travaillent. Le coût de la vie est devenu incroyablement élevé, et c'est la résultante des politiques du gouvernement de Charles Michel. Ajoutez les perspectives en termes de pensions, des salaires, des travailleurs du public... Il y avait jusqu'à présent ce que l'on appelle des tantièmes préférentiels, une prise en compte de la pénibilité du travail. Par exemple, un facteur travaillait jusqu'à 57 ans et demi pour avoir une carrière complète, pas jusqu'à 65 ans. Ici, non seulement on rend quasiment impossibles les pensions anticipées avant l'âge de 67 ans - le nouvel âge légal -, mais pour

avoir une carrière complète, les gens devront travailler de nombreuses années en plus. C'est une dégradation sociale jamais connue depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Charles Michel prend les gens pour des bleus, il ne doit pas s'étonner que les gens voient rouge.

Daniel Bacquelaine, le ministre des Pensions, assure qu'en matière de métiers pénibles, il va instaurer des normes plus égalitaires, pour que plus de gens puissent en profiter, et que c'est une réforme sociale...

Il se moque des gens. Ils ont fixé un budget de 36 millions d'euros par an. Je vous fais un calcul rapide... Prenons un pensionné - une pension confortable - qui gagne 25.000 euros par an, cela signifie qu'avec leur montant budgétaire, ils peuvent payer 1.440 années de pension. Soit. Sauf que, des pensions publiques, il doit y en avoir 500.000 environ. Faites le compte. Tout cela pour vous montrer que les 36 millions, ce sont des montants dérisoires quand on met tous les éléments dans la balance. Le gouver-

nement donne un coup de batte de base-ball avec la suppression des tantièmes à partir de 2020 - après les élections -, puis, quand les gens sont assommés, il donne quelques gages : on va quand même vous relever un peu...

Daniel Bacquelaine, toujours, soutient que, sans sa réforme, on ne financera pas les pensions, car tous les ministres socialistes qui l'ont précédé ne se sont pas attaqués au problème.

C'est indigne de dire ça. Ils sont là depuis quatre ans. Autant les premiers mois ils pouvaient estimer - et c'est vrai, pour les choses positives - que ceci ou cela était le fait du gouvernement Di Rupo, mais là... Un gouvernement Di Rupo qui - précision - était le gouvernement présidé par Di Rupo, mais avec le MR, avec le CDH, avec le VLD, et avec le CD&V.

« Ils prennent les gens pour des

bleus, et les gens voient rouge », dites-vous... A voir. Le PS n'est pas forcément en surperformance.

Nous avons connu une année 2017 horrible, nous avons été très bousculés par le fait de trois personnes et par une assimilation insupportable à l'ensemble du parti, alors que les élus PS, ses militants, sont des gens formidables. Nous nous sommes ressaisis. Nous avons terminé l'année par un congrès exceptionnel le 26 novembre. Le congrès des idées, avec 170 propositions traduites en proposition de loi dans les différents parlements : du salaire minimum à l'obligation d'égalité salariale hommes-femmes, un bonus social généralisé pour les jeunes, ou encore le fait de sortir l'IVG du code pénal, la scolarité à 3 ans, etc. Nous sommes le seul parti à avoir fait ce travail de fond. Le parti ne s'est pas laissé aller à la dérive.

Dans la tempête, j'ai conduit le navire au port. Nous continuons la reconquête de l'opinion, du cœur des électeurs, nous avons beaucoup de travail devant nous.

Vous voulez rétablir la pension à 65 ans. Les organisations internationales disent que les 67 ans, ça va dans le bon sens...

Je serai au côté de Justin Trudeau, chef du gouvernement canadien, ce n'est pas si mal, lui aussi a supprimé les 67 ans décrétés par son prédécesseur conservateur. Quant aux instances internationales, elles sont de droite. Notez qu'elles disent aussi qu'en termes de taux d'emploi, la Belgique était en 18 position il y a quatre ans, elle est 24 actuellement.

Le retour aux 65 ans, c'est une

condition sine qua non pour participer à un gouvernement ?

Je n'ai jamais mis la moindre exclusive sur aucune proposition : si le rapport de forces nous est favorable, nous pourrions être très exigeants. S'il est faible, nous ne serons peut-être même pas autour de la table. La Belgique travaille de tout temps par compromis, sauf sous ce gouvernement, une déferlante de droite, avec des poli-

tiques promues par le nord du pays - on sent l'influence déterminante du Voka et de la N-VA.

On reproche au PS d'avoir dilué ses positions dans les coalitions... C'est ridicule. A partir du moment où nous devons agir dans une coalition, il faut faire des compromis, en ayant soin d'avoir des lignes rouges, où les dépassements ne sont pas permis. Nous avons préservé la Sécu, été attentifs à éviter des augmentations de prix excessives... Aujourd'hui, on voit la différence avec et sans le PS.

La gauche reste forte en Wallonie, mais elle est morcelée.

Au PS, nous ne sommes pas parfaits, mais si l'on nous juge sur la distance, on peut estimer que nous avons fait avancer les choses, de la sécurité sociale aux progrès éthiques. La gauche est avant tout représentée par nous, une gauche sérieuse, qui a un bilan.

Vous excluez de gouverner avec le PTB ?

Il n'y a pas d'exclusive. Je constate que ce parti se met lui-même hors du terrain. Je lis avec satisfaction qu'ils reconnaissent notre ancrage local, je les remercie, preuve s'il en est que nous sommes l'original de la gauche, pas la copie. ■

Propos recueillis par
DAVID COPPI
BERNARD DEMONTY

RÉGIONS

« Il faut permettre des élections anticipées »

Est-ce que vous pourriez encore gouverner un jour avec Benoît Lutgen, le président du CDH ?

J'ai des problèmes avec lui, avec la manière dont il s'est comporté. Il a rendu les choses très compliquées. Ce qu'il a fait est inacceptable non seulement pour les socialistes, mais pour les citoyens en général. Il a fait basculer le gouvernement de Wallonie, où le PS est le premier parti. Et sociologiquement, nous représentons une sensibilité de

gauche très forte. Nous avions un gouvernement de centre-gauche, et il a fait basculer le gouvernement de centre-gauche au centre-droit, au mépris de la sociologie électorale. J'espère que le PS pourra retrouver les chemins des gouvernements, et notamment du gouvernement wallon. Mais à la suite de tout ceci, je vais mettre un point à la négociation.

Lequel ?

Je veux faire inscrire expressis verbis dans la déclaration de politique régionale que si un tel cas devait se reproduire, il faut être capable d'aller aux élections. Et pour le moment, on ne peut pas. Pour l'instant, il n'est pas possible de provoquer des élections avant la fin de la légis-

lature. Pour moi, il devrait être possible de provoquer des élections durant la législature, comme cela existe au fédéral. Parce que dans ce cas-là, compte tenu du cataclysme que cela représente, il est normal de consulter le citoyen, d'aller au vote.

Mais on a prévu cette impossibilité pour donner aux gouvernements régionaux une stabilité...

Il y a toujours eu des orientations qui sont prises en fonction des circonstances du moment. Il y a des marottes. La première, c'est cette idée de stabilité.

Entre-temps, on a oublié qu'il pouvait y avoir des gens comme M. Lutgen qui, à un moment donné, se moquent de la stabilité et qui changent les règles du jeu, bien qu'ils aient signé un accord pour cinq ans. La stabilité, je n'ai jamais cru à cela. Je considère la politique comme quelque chose de vivant : à chaque moment, il peut se produire quelque chose et il faut en tenir compte.

Vu l'instabilité politique, on risque d'aller voter souvent... Mais les Américains votent tous les deux ans et cela ne gêne personne. En France, on fait deux tours, tantôt pour les présidentielles et tantôt pour les législatives, et cela en trois mois...

D.CI ET B.DY

mayorat montois

« Je ne suis pas là pour parler d'une hypothèse »...

En toute hypothèse, c'est vous qui, comme président, gérez la situation politique au soir des élections du 26 mai 2019 ?

Oui.

On vous sent partant pour la bataille électorale au fédéral, face à Michel et De Wever, pas pour la liste européenne... Je livre bataille comme président du PS et, pour le reste, mes choix ne sont pas faits. Nous verrons après les communales, après en avoir discuté avec mes amis politiques, notamment sur la base des nouvelles règles éthiques, anticumul, du parti.

Nicolas Martin, qui conduira le PS à Mons, a dit que vous serez tête de liste aux législatives.

Il y a des législatives fédérales, régionales, européennes. Il a raison.

Vous avez clairement renoncé au mayoral... J'ai clairement indiqué qu'il fallait permettre à la nouvelle génération de témoigner de ses capacités. Nicolas a toutes les capacités requises. Je suis 45, je pourrais faire la liste, je ferais campagne avec détermina-

tion, je veux que nous ayons le résultat le meilleur possible. Les difficultés que nous avons connues en 2017, avec Publifin et le Samusocial, ont touché toutes les couches de la société francophone, aussi dans les municipalités. Même dans une ville comme Mons, nous sommes dans une phase de reprise de crédibilité. C'est un travail important pour le rapport de forces. J'opérerai à partir de la 45 place sur la liste.

Si vous faites plus de voix que Nicolas Martin ?

C'est une hypothèse, et je ne suis pas là pour parler d'une hypothèse.

Vous ne dites pas non au mayoral dans ce cas...

Mais vous posez des questions étonnantes : si je vous disais non à vous, cela signifierait que je dis à mes électeurs qu'il ne faut pas voter pour moi. Vous vous rendez compte ?

Et puis, ce n'est pas parce que les électeurs ne vont pas voter pour moi qu'ils voteront nécessairement pour Nicolas Martin... Si c'était aussi automatique que cela, ça se saurait.

Donc, vous vous réservez une possibilité d'être bourgmestre.

Mais la question n'est pas là. Simplement, je vais à la bataille électorale pour obtenir des voix socialistes.

Soit, mais vous ne dites pas : votez pour moi, mais sachez que je ne serai pas bourgmestre.

Mais je vous l'ai dit, ce serait automatiquement expliquer à tous les gens qui voudraient voter pour moi qu'ils ne doivent pas le faire.

Cela étant, vous les manipulez un peu...

Pas du tout. Vous partez d'un principe, vous émettez une hypothèse, pas moi. Je suis 45, sur la liste, point, le reste c'est votre analyse. C'est votre droit. Mais on ne va jamais à la bataille en disant ce que l'on ne veut pas.

Tête de liste aux législatives fédérales : si ce n'est vous, ce sera Paul Magnette ?

Je n'aurai pas cette discussion avec lui avant octobre. On va d'abord s'occuper des communales, avec votre autorisation. ■

Propos recueillis par
D.CI ET B.DY

ANALYSE

Rapport de forces

On a connu un Elio Di Rupo qui, dans les entretiens, jouait aisément sur le registre volontariste et émotionnel. Qui ne négligeait pas l'argument-gadget, au détour d'une formule ou l'autre plus ou moins réussie. On se souvient du fameux : « Mon cœur saigne », diversement apprécié, mais qui avait marqué. Bref. On nous l'a changé. Une année d'« affaires », puis tard, qui a failli emporter et le président (limite évinché) et le parti (limite coulé), une année noire, un tunnel, le voilà qui, revoyant un peu le jour (un début de bout du tunnel ?), le même choisit de jalonner son raisonnement d'un concept autrement sévère et sérieux : le « rapport de forces ». Le retour à la pension à 65 ans ? « Si le rapport de forces nous est favorable, nous pourrions être très exigeants ; s'il est faible, alors, nous ne serons peut-être même pas autour de la table ». Les coalitions ? « Je n'ai pas d'exclusive, tout dépendra du rapport de

forces ». La campagne ? « Les difficultés que nous avons connues en 2017, avec Publifin et le Samusocial, ont touché toutes les couches de la société francophone, aussi dans les municipalités, et même dans une ville comme Mons, nous sommes dans une phase de reprise de crédibilité, c'est un travail important pour le rapport de forces ».

Rapport de forces, toujours : dans son refus de déclarer clairement qu'il renonce à être bourgmestre de Mons, ainsi que son refus d'envisager qu'il puisse quitter le boulevard de l'Empereur avant les élections de mai 2019 si les communales d'octobre 2018 devaient être un échec, il y a, chez Elio Di Rupo, le souci (un réflexe de survie) de préserver toute sa capacité à faire des voix, et sa puissance politiquement au sein de son parti, car il sait que seul compte en définitive... le rapport de forces.

Un concept central, c'est vrai. Le socialisme et la social-démocratie en font l'expérience : débordés par les conservateurs, les populistes, les Macron et les Cinq étoiles, ils perdent graduellement la main dans le rapport de forces politique en Europe. Et ce n'est pas un jeu.

D.CI ET B.DY